

**Pas triste non plus les ripoux
toujours là et ils se veulent des
donneurs de leçons**



**Soupçons de harcèlement et
détournement de fonds au sein de la
police de Bruxelles-Nord, le comité P
enquête**



Soupçons de harcèlement et détournement de fonds au sein de la police de Bruxelles-Nord, le comité P enquête

La RTBF a dénoncé lundi un harcèlement moral au sein de la police de Bruxelles-Nord, basé sur l'usage de l'article 44 permettant de muter des policiers en interne, et un détournement d'argent public dans le cadre d'un voyage au Sénégal lié à un projet d'échanges pour l'immersion de jeunes belges et sénégalais dans des activités socio-communautaires. Le Comité P a ouvert une enquête administrative sur l'intégrité de la direction zonale, à la demande d'un membre du personnel, a indiqué la police de Bruxelles-Nord (Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode et Evere).

« Réserves par rapport à des rumeurs »

«Nous attendons sereinement la décision du Comité P et renouvelons notre confiance aux autorités de notre police mises en cause», assure Cécile Jodogne, bourgmestre faisant fonction (f.f.) de Schaerbeek et présidente du Collège de police qui se réunira mardi soir. «J'émet toujours beaucoup de réserves par rapport à des rumeurs qui font l'objet d'une enquête dont on n'a pas la conclusion. Toutes les informations reprises ont en tout cas fait l'objet de la plus grande transparence de la part des autorités policières, tant vis-à-vis des Collèges et Conseils de police que des instances syndicales.»

Concernant les changements de services des agents dits «dérangeants» via l'article 44 de la loi sur la police intégrée, la police indique que cette procédure a visé 35 policiers sur une organisation de plus de 1.000 personnes en cinq ans de mandat du chef de corps Frédéric Dauphin.

45.000 euros d'heures supplémentaires

La RTBF a par ailleurs pointé des frais jugés excessifs entrés dans le cadre d'un projet de partenariat avec la police de Saint-Louis au Sénégal par le commissaire Benoît Blanpain, directeur opérationnel de la zone et président de l'ASBL Réseau Intersection Belgique. Il est question d'un billet d'avion à près de 2.500 euros et de frais d'hébergement d'un peu plus de 1.000 euros pour un premier séjour ayant eu lieu début mars. Le commissaire est également pointé du doigt pour un nombre d'heures supplémentaires encodées estimées trop important, notamment plus de 6.000 heures supplémentaires en 2018 pour un montant brut d'environ 45.000 euros.

Si la RTBF mentionne un subside de 90.000 euros accordé par la commune d'Evere pour le projet humanitaire au Sénégal, le bourgmestre f.f. Ridouane Chahid souligne qu'aucun montant n'a encore été libéré étant donné la suspension dudit projet imposée par la crise sanitaire. Il a réaffirmé son soutien à l'initiative.